

Séance 3 : L'intervention de l'Etat dans l'économie de marché

Florian Jacquetin

EA101 - Introduction à l'économie contemporaine
ENSTA, Cursus ingénieur (1A), 2025-2026



Sommaire

- 1 La critique de l'école classique
- 2 La théorie keynésienne de la demande
- 3 L'effet des politiques conjoncturelles
- 4 La crise des subprimes
- 5 Les monopoles
- 6 Les externalités
- 7 Les biens collectifs

Sommaire

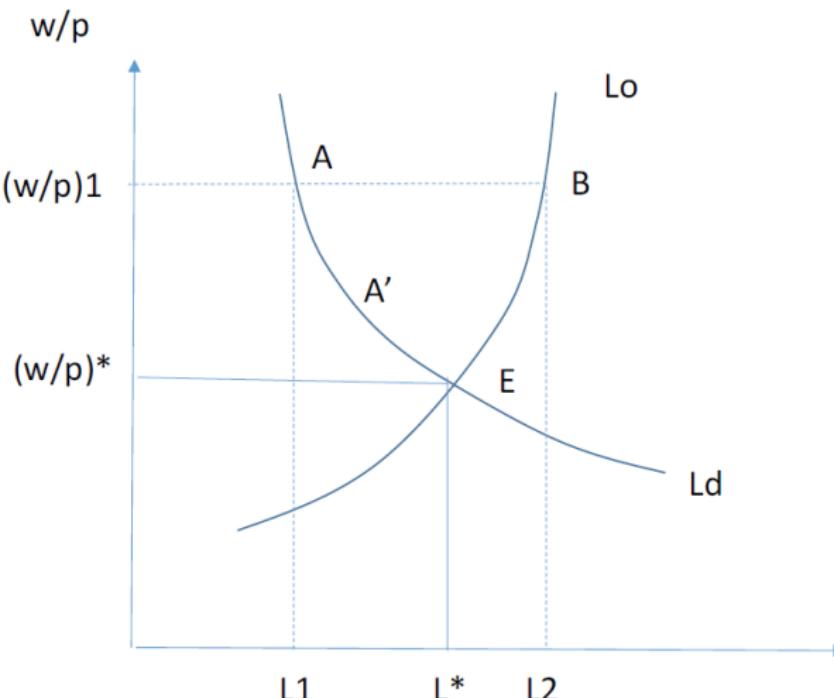
- 1 La critique de l'école classique
- 2 La théorie keynésienne de la demande
- 3 L'effet des politiques conjoncturelles
- 4 La crise des subprimes
- 5 Les monopoles
- 6 Les externalités
- 7 Les biens collectifs

Rappel : Les lois de l'école classique

- Il n'y a que du **chômage volontaire**, car les salaires réels sont **flexibles** et ajustent offre et demande de travail en cas de choc négatif : les agents « sortent » alors volontairement du marché du travail
- **La loi des débouchés** (Say) : toute offre génère sa propre demande
- **La théorie quantitative de la monnaie** : toute variation de la quantité de monnaie entraîne une variation similaire du niveau des prix

Rappel : L'équilibre sur le marché du travail

- L'équilibre est atteint par variation du salaire réel qui égalise **instantanément** l'offre et la demande de travail.



La critique de Keynes

- Les **rigidités** (=ajustements lents) empêchent le salaire réel de s'ajuster pour égaliser offre et demande de travail
- Si les entreprises ne peuvent ajuster leurs coûts, elles licencient, ce qui crée du **chômage involontaire**
- Si chômage involontaire, ce n'est pas l'offre de travail qui détermine l'activité, mais l'insuffisance de la demande : **c'est la demande qui fait l'offre.**
 - ... ce qui **invalidé la loi des débouchés.**
- Si la loi des débouchés est fausse, la demande est insuffisante et injecter de la monnaie peut la stimuler
 - ... ce qui **invalidé la théorie quantitative de la monnaie**

Le tournant : la Grande Dépression (1929-1932)

- Crise mondiale débutée le jeudi 24 octobre 1929 (« jeudi noir ») par un krach boursier à New-York
- **Chute brutale de l'activité et hausse du chômage** que ni la déflation (censée stabiliser l'économie) ni les politiques orthodoxes (austérité budgétaire, contraction monétaire) n'ont pu contenir
- L'économie est restée durablement en **situation de sous-emploi**, du fait, selon Keynes, de la **faiblesse de la demande globale**

Néo-classiques vs keynésiens

Théorie	Néo-classiques	Keynésiens
Prix	Flexibilité	Rigidité (à court terme)
Marché du travail	Équilibre de plein emploi	Équilibre de sous-emploi
Chômage	Volontaire	Volontaire et involontaire
Offre et demande	L'offre fait la demande	La demande fait l'offre
Monnaie	Neutre	Effet sur la demande
Rôle de l'État	Laissez-faire	La relance de la demande peut corriger les fluctuations

Sommaire

- 1 La critique de l'école classique
- 2 La théorie keynésienne de la demande
- 3 L'effet des politiques conjoncturelles
- 4 La crise des subprimes
- 5 Les monopoles
- 6 Les externalités
- 7 Les biens collectifs

Théorie Générale (Keynes, 1936)

- **John Maynard Keynes** : économiste du Trésor britannique (1883-1946)
- Auteur des *Conséquences économiques de la paix* (1919) critique du traité de Versailles et ses effets sur l'économie européenne
- La *Théorie générale* est un des livres les plus influents de la pensée économique. Elle explique l'existence de déséquilibres macroéconomiques, propose la 1ère théorie de la **demande** et définit le rôle de la **politique budgétaire**
- Elle sert de base au plan Marshall et à la planification économique en France

Le keynésianisme en résumé(*)

- Jusqu'à la Grande Dépression de 1929-1932, récurrences d'épisodes de crises, qui correspondent à des fluctuations récessives marquées par des épisodes de déflation et de chute brutale de la production
- Selon Keynes, ces épisodes sont dus à une insuffisance de la demande globale qui oblige les entreprises à réduire leurs prix
- Keynes propose une nouvelle vision de l'économie qui :
 - Introduit la notion de **déséquilibre macroéconomique**, c'est-à-dire un équilibre de sous-emploi
 - Explique que les crises surviennent
 - Pourquoi elles ne se résorbent pas spontanément
 - Comment l'Etat, par une politique interventionniste conjoncturelle, peut les atténuer

Quelques définitions

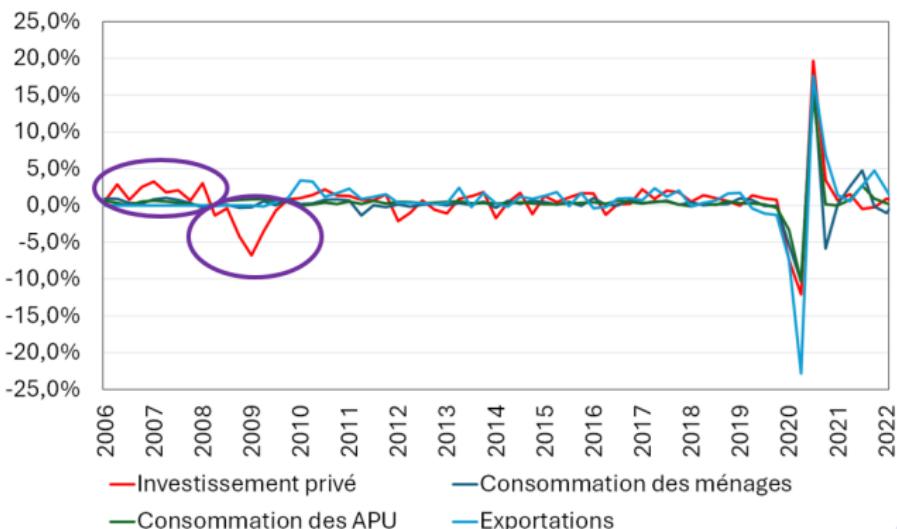
- **Fluctuation** : Mouvement d'expansion ou de contraction de l'économie
- **Cycle** : Fluctuation de l'activité, plus ou moins régulière et périodique, comprenant une période de croissance et une période de dépression
- **Bulle spéculative** : Housse rapide et excessive du prix d'un actif, déconnectée de ses fondamentaux économiques et alimentée par des comportements spéculatifs, suivie en général d'un éclatement brutal
- **Crise** : Dégradation soudaine et brutale de la situation économique d'une zone, en lien avec un choc extérieur : bulle spéculative, choc externe (crise pétrolière, guerre, pandémie...)

L'investissement guidé par la psychologie des agents

Keynes insiste sur les réactions *psychologiques* des agents, contrairement aux classiques qui les représentent comme *rationnels*

- Rôle des "esprits animaux" des capitalistes...
- ... qui ont des périodes d'emballement (*bulle*) et de retournement (*crise*)
- Phénomène par lequel la confiance (ou la peur) dans le futur joue sur le présent

Evolution trimestrielle de la demande en France



Pourquoi le déséquilibre peut perdurer

Selon la théorie classique, les prix et les salaires s'ajustent librement pour équilibrer l'offre et la demande sur les marchés.

Keynes critique cette vision pour trois raisons principales :

- Les salaires sont rigides à la baisse (du fait d'institutions ou du refus d'accepter des baisses nominales)
- En cas de baisse des salaires, la demande effective peut se contracter et cet effet peut s'amplifier (multiplicateur)
- Tant que l'incertitude persiste, la demande effective reste faible

La demande effective

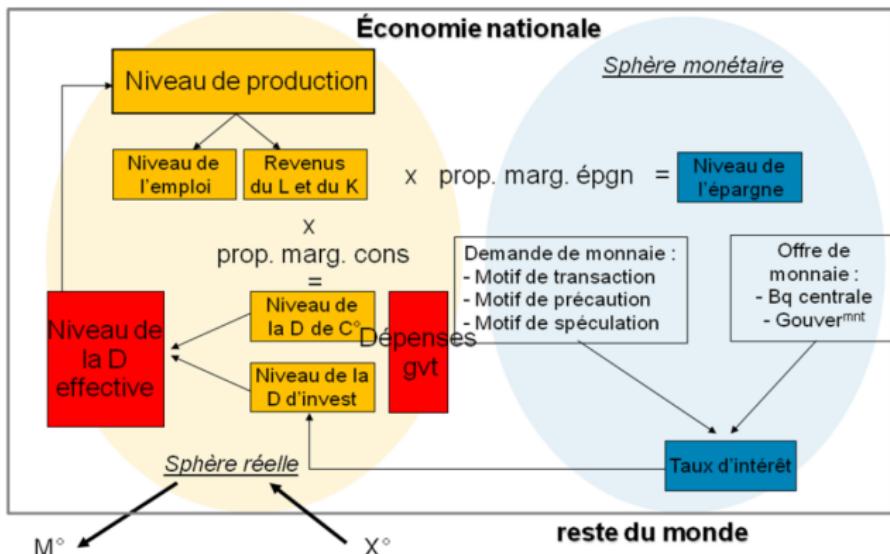
- Contrairement aux néo-classiques, *concentrés sur l'offre*, Keynes souligne l'importance de la **demande effective**, constituée en économie fermée de :
 - la **consommation**, qui dépend du *revenu* et de la *propension marginale à consommer*
 - l'**investissement**, qui dépend du *taux d'intérêt* et des *perspectives des entreprises*
 - La **dépense publique**
- En situation de sous-emploi, cette demande effective détermine l'activité et le revenu d'équilibre : **la demande fait l'offre**

La courbe IS

- L'équation IS (*Investment-Saving*) représente l'équilibre sur le marché des biens et services (équation offre = demande)
- La demande effective est : $D = C + I + G$
 $C(Y)$: consommation / I : investissement / G : dépense publique
- En situation de sous-emploi, cette demande effective détermine l'activité et le revenu d'équilibre, *car l'offre est en excès*
 - A l'équilibre, la production s'ajuste donc à la demande : $Y = D$
- D'où l'égalité suivante, appelée **courbe IS** : $Y = C(Y) + I + G$

L'économie est un circuit dynamique et monétaire

- Flux de transactions monétaires entre agents qui définit production et emploi
- La monnaie n'est plus neutre** : elle influence le taux d'intérêt et l'investissement



Sommaire

- 1 La critique de l'école classique
- 2 La théorie keynésienne de la demande
- 3 L'effet des politiques conjoncturelles**
- 4 La crise des subprimes
- 5 Les monopoles
- 6 Les externalités
- 7 Les biens collectifs

Les politiques conjoncturelles

- Elles visent à maintenir la demande globale au niveau de l'offre globale
- Elles ne visent pas à augmenter la croissance à long terme, mais à la **stabiliser à court terme**
- La **politique budgétaire** : faire du déficit en période de crise, consolider en situation plus favorable
- La **politique monétaire**, par la baisse des taux d'intérêt
 - décourage l'épargne donc stimule la consommation
 - rend le crédit moins cher, donc stimule l'investissement

La loi psychologique fondamentale

- "La loi psychologique fondamentale sur laquelle nous pouvons nous appuyer (...) c'est qu'en moyenne et la plupart du temps, les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu."
- Autrement dit, **la consommation augmente avec le revenu, mais toujours d'une ampleur plus faible**

Exercice : calcul du multiplicateur keynésien

- On définit ici les composantes de la demande :
 - **consommation C** : $C(Y) = c_0 + a(Y - T)$ c_0 consommation incompressible, a propension marginale à consommer ($0 < a < 1$), $Y - T$ le revenu des ménages (Y) après impôts (T)
 - **investissement I** (ici supposé constant)
 - **dépense publique G**

- Question : $\frac{\Delta Y}{\Delta G} = \frac{1}{1-a}$
 - Calculer la demande effective
 - Poser l'égalité entre l'offre et la demande à l'équilibre (la courbe IS)
 - Différencier l'équation et conclure

Le multiplicateur keynésien

- Une relance des dépenses publiques accroît la demande effective, ce qui conduit à une hausse de la production et de l'emploi, **qui peut s'avérer supérieure à la relance initiale**
- Mécanisme
 - une hausse de la demande de 1€ conduit à une hausse de la production (car les entreprises ont de la main d'oeuvre inemployée)
 - La hausse de production conduit à une hausse du revenu de 1 €
 - Les ménages consomment une fraction $a = 80\%$ (la propension marginale à consommer) de cet €, soit 0,80 €
 - La demande a donc augmenté de $1 + 0,80$ €
 - L'entreprise produit et distribue donc en plus : 0,80 €, et les ménages en consomment 0,64 €
 - Et ainsi de suite...

Le multiplicateur keynésien (2)

- Le multiplicateur de dépenses publiques équivaut en économie fermée à

$$\frac{\Delta Y}{\Delta G} = \sum_{n=0}^{\infty} a^n = \frac{1}{1-a}$$

- Le multiplicateur est d'autant plus fort que la propension marginale à consommer est proche de 1
- Le multiplicateur fiscal équivaut à :

$$\frac{\Delta Y}{-\Delta T} = \sum_{n=1}^{\infty} a^n = \frac{a}{1-a}$$

Les effets d'éviction

- Les politiques de relance sont *amplifiées par les effets multiplicateurs*, mais sont contrecarrées par des *effets d'éviction* :
- **Éviction par la demande** : la dépense publique peut évincer la dépense privée
- **Eviction par le taux d'intérêt** : la hausse de demande de crédit augmente son coût, ce qui évince l'investissement privé
- **Eviction par les importations** : une partie de la consommation s'adresse aux produits importés et n'alimente pas le revenu national (*cas de l'économie ouverte*)

Note : les autres effets sont hors programme

Le paradoxe de l'épargne

- Toute hausse de l'épargne diminue la consommation, donc la demande, donc la production, donc le revenu... et donc l'épargne
- Selon Keynes, une société ne serait pas capable de décider de son niveau d'épargne
 - C'est **l'investissement qui fait l'épargne** (et celui-ci peut être encouragé par crédit bancaire)
 - Contraire à l'intuition, car nous avons l'impression d'être individuellement libres de nos choix
- La frugalité est inefficace et même néfaste, l'épargne constitue une fuite de la sphère réelle vers la sphère monétaire
 - Contraire à la doctrine néo-classique, pour qui c'est **l'épargne qui fait l'investissement**

Le rôle de la monnaie

- Selon Keynes, la demande de monnaie est destinée à satisfaire :
 - motif de **transaction** : achats de biens et services
 - motif de **précaution** : faire face à l'imprévu
 - motif de **spéculation** : acheter des titres financiers
- Une hausse de l'offre de monnaie doit détendre les taux d'intérêt, ce qui soutient l'investissement :
 - Notamment parce que le coût du crédit diminue pour les investisseurs
 - Mais aussi la consommation (moindre rendement de l'épargne)

La politique monétaire

- Il y a un **multiplicateur monétaire**, mais son effet sur l'activité est indirect et est conditionné à la situation :
- **En situation de plein emploi**, Keynes valide les théories néo-classiques : toute relance monétaire est **inflationniste**
- En présence de taux d'intérêt bas, les agents thésaurisent tout surplus de monnaie et la relance monétaire est inefficace : c'est la situation de **trappe à liquidités** (cf. Séance 4. Inflation) qui peut déboucher sur la déflation

Monnaie et chômage

- Parce qu'elle est liquide et que sa valeur est relativement stable, les agents souhaitent la détenir pour elle-même (**préférence pour la liquidité**), mais ce faisant ils diminuent la demande.
- **Tout acte de théaurisation s'oppose donc au plein emploi**
- *"Ceci revient à dire que le chômage se développe parce qu'on demande la lune. Les hommes ne peuvent être employés lorsque l'objet de leur désir (la monnaie) est une chose qu'il n'est pas possible de produire et dont la demande ne peut être facilement endiguée"*

Cadre général - Comment atteindre le plein emploi ?

- Hors crises, Keynes réfléchit aux moyens d'atteindre durablement le **plein emploi**
 - Maintenir le taux d'intérêt bas
 - Lutter contre les inégalités pour soutenir la consommation
 - Limiter la financiarisation de l'économie pour diminuer l'instabilité liée à l'investissement (*taxe sur les transactions financières*)
 - Limiter la thésaurisation de la monnaie pour soutenir la demande
 - "Socialiser" l'investissement (mais rejet des thèses marxistes)
- Mais il conclut que le plein emploi est un idéal qu'on ne peut qu'approcher, **et surtout très instable du fait des "esprits animaux"**

Une efficacité contestée

- Dès les années 50, critique des **monétaristes** (Friedman) puis des **nouveaux classiques** (Lucas, Barro), héritiers des néo-classiques
- Monétaristes : Postulat d'effets seulement transitoires
- Nouveaux classiques : Pas d'effet car anticipation des relances
- Fonction d'offre de Lucas : $Y - Y_n = a(P - P_e)$
 - Y_n : niveau naturel de la production, P_e : niveau des prix anticipé
 - Si anticipation parfaite ($P = P_e$), la relance monétaire est aussi vouée à l'échec
- **Les anticipations rationnelles** : Les ménages anticipent la hausse future des impôts, destinée à rembourser l'emprunt initial, et augmentent leur épargne d'un montant similaire à l'endettement, **ce qui annule l'effet multiplicateur**

Sommaire

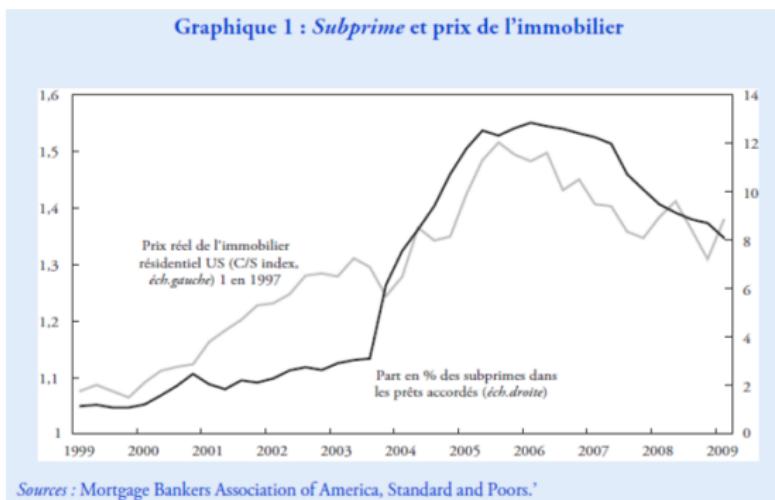
- 1 La critique de l'école classique
- 2 La théorie keynésienne de la demande
- 3 L'effet des politiques conjoncturelles
- 4 **La crise des subprimes**
- 5 Les monopoles
- 6 Les externalités
- 7 Les biens collectifs

Bulle immobilière liée aux prêts *subprime*

- Depuis 1997, forte hausse des prix de l'immobilier américain, alimentée par le crédit facile et les taux bas
- Développement massif des prêts hypothécaires *subprime* accordés à des ménages fragiles
- Les banques, cherchant du rendement, estiment que la hausse continue des prix garantit ces prêts
- *Explication keynésienne : cette logique repose sur des anticipations instables, les « esprits animaux »*

Eclatement de la bulle immobilière

- Tant que les prix immobiliers augmentent, les ménages peuvent refinancer leurs crédits et rester solvables
- Fin 2006 : retournement du marché, stagnation puis baisse des prix
- Les défauts de remboursement se multiplient et provoquent une spirale baissière
- *Keynes : Eclatement de la bulle spéculative*

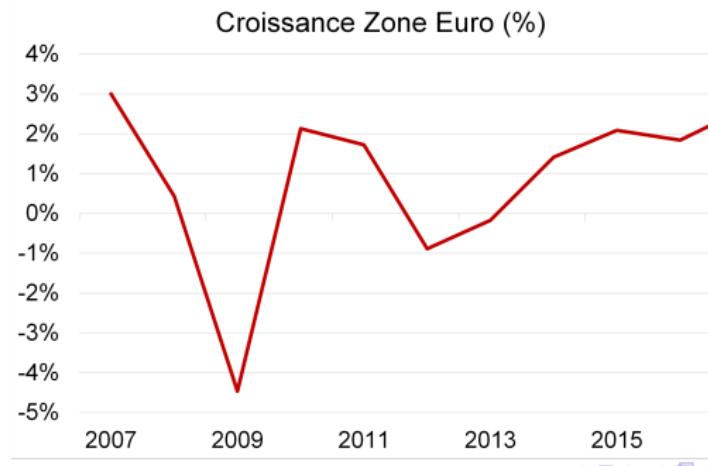


Crise de 2008 et faillite de Lehman Brothers

- Septembre 2008 : faillite de Lehman Brothers, non sauvée par la FED, déclencheur de la panique mondiale
- Faillites bancaires
- Blocage du marché interbancaire : les banques se défient entre elles, contraction brutale du crédit
- Keynes : *effet de l'incertitude sur le financement de l'économie*

Risque de solvabilité et blocage du crédit

- Effet domino : chute du crédit, effondrement de l'investissement et de la consommation, **récession** mondiale
- Keynes : *enchainement de la contraction, de l'investissement, à la consommation et aux revenus*
- Plans nationaux massifs de garantie des dépôts et de recapitalisation
- *Intervention publique conforme aux thèses keynésiennes : l'État comme stabilisateur de dernier ressort*



Conséquences de la crise

- Chute des indices boursiers et destruction massive de richesse
- Hausse des déficits et de la dette publique, priorité donnée au désendettement dans certains pays
- Risque de stagnation prolongée, combinant croissance faible et inflation faible, situation de trappe à liquidité (*séance 5 Inflation*)
- *Keynes aurait insisté sur la nécessité de maintenir la dépense publique pour éviter un équilibre de sous-emploi durable*

Sommaire

- 1 La critique de l'école classique
- 2 La théorie keynésienne de la demande
- 3 L'effet des politiques conjoncturelles
- 4 La crise des subprimes
- 5 Les monopoles
- 6 Les externalités
- 7 Les biens collectifs

Rappels séance 1

- Si l'Etat ne doit pas intervenir sur les marchés, il reste un agent régulateur indispensable :
 - Il garantit les droits de propriété
 - Il garantit le respect des contrats
- Friedman (Capitalisme et Liberté, 1962) précise trois autres fonctions essentielles :
 - Lutter contre les monopoles
 - Financer les biens publics
 - Lutter contre les externalités
 - (+ Assurer la stabilité monétaire, cf. Séance 4)
- Selon Friedman, toute autre intervention consiste en une coercition sur les agents et est sous-optimale.

Rappels séance 1

Exemples d'excès de l'Etat selon Friedman

- programme de prix et contrôle de la production dans l'agriculture
- taxes et quotas à l'importation
- contrôle des loyers
- salaires minimums
- taux d'intérêt règlementés
- contrôle audiovisuel
- système de retraites
- subvention des achats immobiliers
- circonscription en temps de paix
- gestion des parcs nationaux
- gestion du courrier postal
- gestion des autoroutes

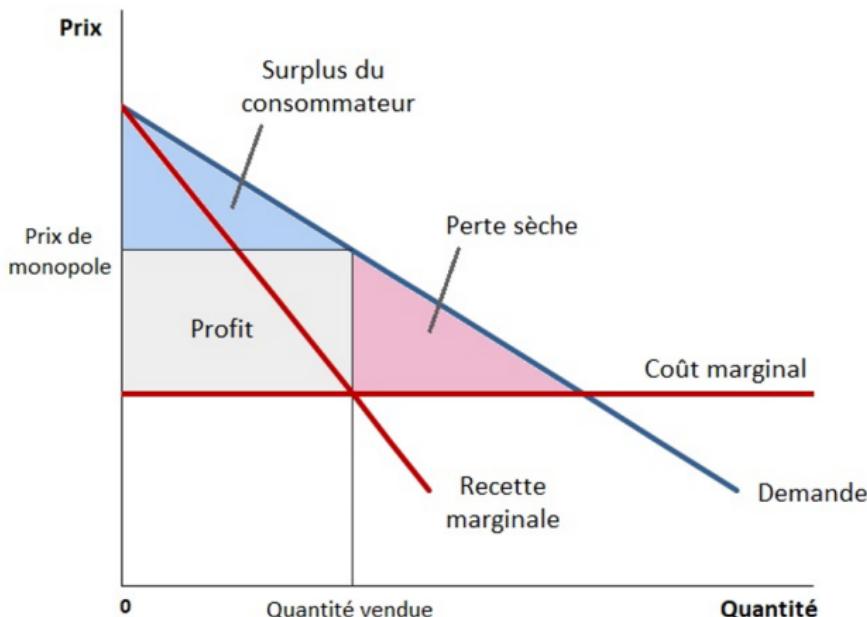
Rappels de la séance 1

- Une entreprise est en monopole si elle est seule sur son marché
- Le monopole naturel émerge du fait d'un coût fixe important
- Le monopole fixe sa quantité produite (et donc son prix) pour obtenir un profit plus élevé qu'en situation de CPP
- La quantité produite est inférieure à celle en CPP, tandis que le prix d'équilibre est supérieur à celui en CPP
- **Bien-être = Profit + Surplus des consommateurs**
- Ces situations augmentent le profit, mais diminuent davantage le surplus des consommateurs...
 - ...ce qui conduit à un bien-être social plus faible qu'en CPP

Le monopole diminue le bien-être

Bien-être = Profit + Surplus des consommateurs

- Question : Comparer le bien-être (aire entre la courbe de demande et d'offre) entre CPP et monopole
- Source : ENS Lyon



Intervention face à un monopole naturel

- Sur certains marchés, il est plus intéressant de n'avoir qu'une seule entreprise qui réponde à toute la demande
- Exemples : industries de réseaux (énergie, transport)
- Les infrastructures nécessitent des coûts fixes élevés qui constituent une **barrière à l'entrée**
 - par la suite, l'utilisation du réseau par un utilisateur ne coûte quasiment rien.
- **Intérêt** : il est inefficace de construire deux réseaux physiques concurrents
- Mais à terme, le monopole profite de sa **situation de rente**. Il n'est plus incité à investir et à devenir plus efficient
- D'où l'idée de le forcer à partager ses infrastructures avec ses concurrents

Le partage du réseau public (1)

La solution réside dans l'intervention de l'Etat qui va être amené à :

- Produire lui-même les services en réseaux (distribution d'eau, électricité) tout en gardant des tarifs similaires à ceux de concurrence (l'objectif de l'Etat n'étant pas la maximisation du profit, il cherchera simplement à égaliser ses recettes à ses coûts)
- Réglementer l'activité en accordant une concession à une entreprise privée s'engageant à entretenir le réseau tout en promettant de ne pas tirer une rente de monopole
- Introduire une concurrence entre de nouveaux arrivants et l'ancien monopole historique (lorsque les développements technologiques le permettent)

Le partage du réseau public (2)

- L'Etat peut alors contraindre le monopole historique à raccorder son réseau à celui des nouveaux entrants, ou autoriser ces derniers à louer une partie réseau du monopole historique. Il est également amené à agir sur les tarifs du monopole historique afin que ceux-ci ne n'étouffent pas la concurrence naissante
 - Exemple : location du réseau de Orange à Free (contrat d'itinérance)
- Le risque de surestimer les coûts du monopôle peut conduire à l'instauration de prix réglementés
 - Exemple : ARENH avec les fournisseurs alternatifs

La politique anti-trust

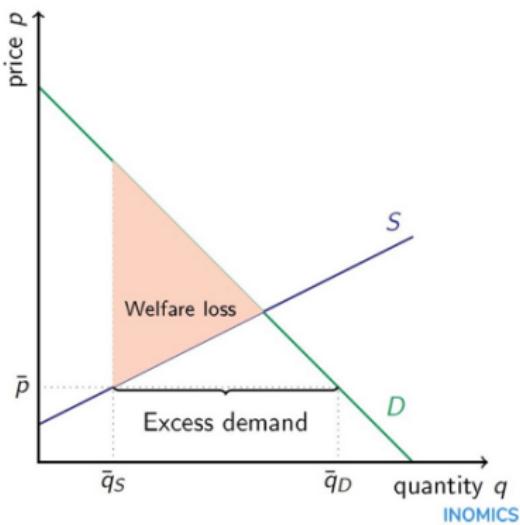
- Selon l'école de Harvard, il revient à la politique anti-trust de surveiller l'évolution des structures de marchés.
- En effet, la concentration industrielle se traduit généralement par un pouvoir de marché, c'est-à-dire des profits anormalement élevés. Dès lors, la politique de la concurrence a pour objectif de favoriser la diffusion du pouvoir économique, en empêchant par exemple la formation d'ententes.
- Exemple : Autorité de la concurrence en France

Politique de déréglementation

- Selon l'école de Chicago, une politique de déréglementation suffit à assurer la pérennité de la concurrence, dès lors que les marchés sont « contestables » (absence de barrières à l'entrée et à la sortie)
- Une firme seule ne peut tirer parti de son pouvoir de monopole, puisqu'elle est menacée par l'entrée de nouvelles firmes : l'intensité concurrentielle d'un marché ne dépend plus du nombre de concurrents effectifs mais de la concurrence potentielle.
- Dans une telle perspective, la politique économique a pour mission de rendre les marchés contestables, c'est-à-dire de supprimer les obstacles à l'entrée et à la sortie
 - Exemple : transport aérien et routier aux USA à partir de 1978

Rappels séance 1

- Selon les néo-classiques, toute intervention sur les marchés (par les quantités ou les prix) ne peut conduire qu'à une perte sèche (ou une perte de bien-être) car la politique distord les choix des acteurs, initialement optimaux
- Plafonnement des prix dans un marché en CPP (source : Inomics)



Sommaire

- 1 La critique de l'école classique
- 2 La théorie keynésienne de la demande
- 3 L'effet des politiques conjoncturelles
- 4 La crise des subprimes
- 5 Les monopoles
- 6 Les externalités**
- 7 Les biens collectifs

Définition des externalités

- **Externalité** : situation dans laquelle l'acte de consommation ou de production d'un agent influe positivement ou négativement sur l'utilité d'un autre agent, sans que cette interaction ne transite par le mécanisme des prix (sans compensation monétaire)
- Externalités positives : éducation, santé publique, R&D
- Externalités négatives : pollution, bruit, émissions de CO₂
- Les externalités n'étant pas reflétées dans les prix, cela conduit à une surproduction d'activités avec externalités négatives et une sous-production d'activités avec externalités positives

Exemple : la pêche

- Une entreprise de pêche et une usine de produits chimiques se partagent une rivière
- Pour maximiser son profit, l'usine déverse ses déchets dans la rivière et la pollue, ce qui nuit au bien-être des riverains et empêche l'activité de pêche
- Il y a bien là une externalité (négative) puisque le comportement d'un agent (l'usine) réduit l'utilité d'autres agents économiques
- Solution par les prix : demande d'indemnisation par l'entreprise qui permettrait aux riverains de traiter l'eau et de revenir à la situation initiale (optimale)
- Alors, l'entreprise devrait augmenter son prix : il y a bien défaillance du marché puisque celui-ci n'incitait alors pas l'entreprise à le faire
- Solution par les quantités : forcer l'arrêt de l'activité, mais cela supprimerait une offre existante (les produits chimiques)

Exemple : la pêche

- Forcer le marché à « internaliser » les externalités, c'est-à-dire à faire en sorte que les prix tiennent compte du préjudice. En effet, après l'intervention de l'Etat, les coûts de production auront changé, et donc le prix des produits chimiques également.
- Cette nouvelle situation peut conduire à 3 issues :
 - **Situation de CPP** : l'entreprise n'est plus rentable et sort du marché
 - **Situation de concurrence monopolistique** : l'entreprise peut valoriser son action et se différencier pour maintenir son pouvoir de marché
 - **Situation de monopole** : l'entreprise répercute intégralement la hausse des coûts, ce qui va faire baisser la demande

La taxe pigouvienne

- Arthur Cecil Pigou a proposé le principe du "**pollueur-payeur**" visant la prise en charge, par le pollueur, des frais résultant de la lutte contre la pollution

Internalisation du coût marginal de l'externalité :

$$Cm' = Cm + Cm_{\text{externalité}} > Cm$$

- Mécanisme : Pour chaque unité chimique, le coût social comprend le coût privé supporté par l'usine, plus le coût public supporté par tous ceux privés des bienfaits de la rivière
- La taxe pigouvienne (externalité négative) ou la subvention (externalité positive) a donc pour objectif de retrouver le niveau de production correspondant à l'optimum social

Formes de l'intervention

- L'intervention augmente le prix d'équilibre et fait baisser les quantités échangées
 - Question : Pourquoi alors l'intervention est-elle justifiée d'un point de vue microéconomique ?
- Pigou : Intervention par la taxe, bien que celle-ci ne fasse pas l'unanimité chez les néoclassiques
- Coase : Intervention par une modification de l'allocation des ressources
- Exemple : attribution de la rivière à l'entreprise de pêche
 - Pour poursuivre son activité, l'entreprise serait prête à négocier avec les pêcheurs, en les dédommager ou en s'engageant à réduire la pollution

Intervention face aux externalités positives

- Subventionner les externalités positives contribue à renforcer les mécanismes de croissance.
- Ex : investissement dans l'éducation, la R&D, les infrastructures
- La théorie de la **croissance endogène** (Romer, Lucas) soutient que l'investissement dans des externalités peut renforcer les gains de productivité, et donc le taux de croissance économique de long terme

Sommaire

- 1 La critique de l'école classique
- 2 La théorie keynésienne de la demande
- 3 L'effet des politiques conjoncturelles
- 4 La crise des subprimes
- 5 Les monopoles
- 6 Les externalités
- 7 Les biens collectifs

Une situation défaillante de marché

- Un bien collectif est **non rival**

- Il n'y a pas de "rivalité" entre les consommateurs dans la consommation de ce bien, c'est-à-dire que sa consommation par un agent économique n'empêche pas sa consommation par un autre agent économique.
- Par exemple, écouter la radio me procure une utilité qui ne diminue pas lorsqu'un autre agent économique l'écoute également. Contrairement à la pomme (qui est un bien rival) : la partie de la pomme dans laquelle j'ai croqué ne peut plus être consommée par un autre agent

Une situation défaillante de marché

- Un bien collectif est **non exclusif**
 - On ne peut empêcher personne de le consommer, même ceux qui ne l'ont pas payé
- Si la projection d'un film est un service non rival, elle reste néanmoins exclusive : je ne peux pas profiter du film si je n'ai pas payé mon ticket d'entrée. En revanche, je peux profiter de toutes les émissions de radio sans avoir payé le moindre euro

Problème fondamental

- On ne peut pas obliger les consommateurs à payer le prix du bien, ni d'en obliger à prendre en charge les frais d'entretien
- Si nous entretenons notre voiture, c'est parce qu'elle est à nous. Il y a moins d'incitation à entretenir une voiture si celle-ci est partagée
- Risque de *free rider* (**passager clandestin**)

Intervention face aux biens collectifs

- L'Etat peut décider de prendre à sa charge ces biens et prélever un impôt obligatoire pour financer l'offre de biens collectifs, directement (par des APU) ou indirectement (par des entreprises sous le régime de la concession)
- En effet, aucune offre privée ne peut émerger pour s'en occuper, alors que ces biens apportent une utilité sociale
 - Exemples : les transports publics, la défense nationale, l'éclairage public
- Selon Smith (*La Richesse des Nations*) : « Le troisième et dernier des devoirs du souverain ou de la République est celui d'élever et d'entretenir ces ouvrages et ces établissements publics dont une grande société retire d'immenses avantages »

Synthèse : l'intervention de l'Etat

- Une tradition minimaliste et normative (concurrence + droits de propriété)
- Une tradition interventionniste (substitut à l'ajustement défaillant des prix)

Lieu	Défaillance	Type	Intervention	
			Néo-classiques	Keynésiens
Marché	Externalités	Problème structurel	Taxes et subventions (Pigou) Allocation des ressources (Coase)	
	Monopoles	Problème structurel	Partage forcé des infrastructures Politique anti-trust Déréglementation	
	Biens collectifs	Problème structurel	Détention par l'État	
Toute économie	Crises économiques	Choc conjoncturel pouvant persister	Laissez faire, règles minimales (Friedman)	Relances budgétaires et monétaires